

**ENCOURAGER LES COMPORTEMENTS ALIMENTAIRES  
ÉCORESPONSABLES PAR LA GOUVERNANCE EXPÉRIMENTALE**

RÉDIGÉ PAR

LAFLAMME, LYDIA

[lydia.laflamme.1@ulaval.ca](mailto:lydia.laflamme.1@ulaval.ca)

1488 MOTS

MAITRISE EN SCIENCE POLITIQUE – AVEC MÉMOIRE

DÉPARTEMENT DE SCIENCE POLITIQUE

UNIVERSITÉ LAVAL

SOUMIS PAR LA PROFESSEURE

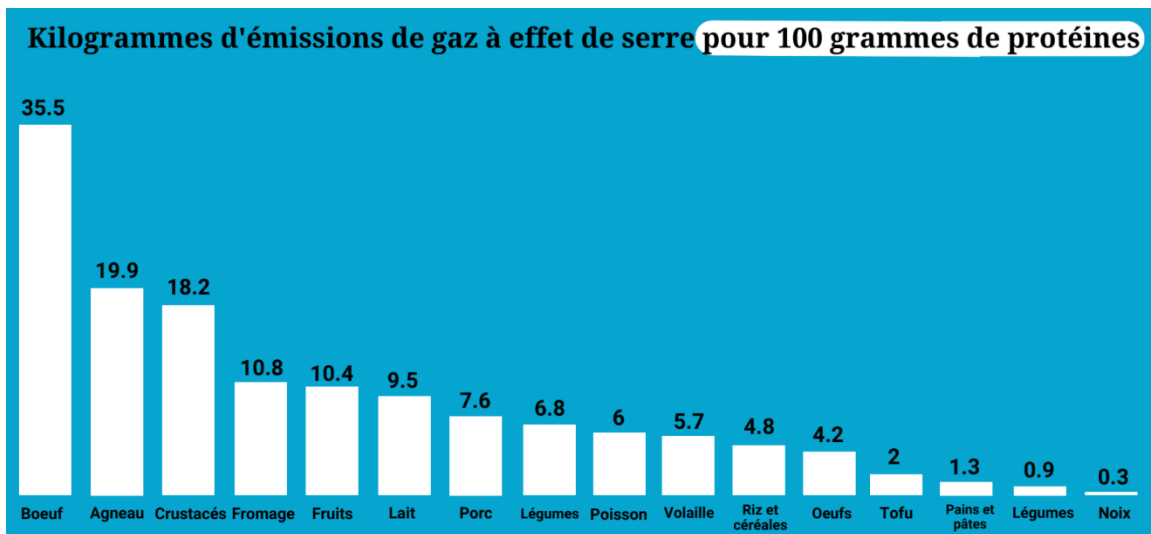
SHANNON DINAN

[shannon.dinan@pol.ulaval.ca](mailto:shannon.dinan@pol.ulaval.ca)

**Le problème de l'urgence climatique**

Les stratégies gouvernementales dans la lutte aux changements climatiques sont de plus en plus scrutées par le public, alors que les symptômes d’une urgence se multiplient, particulièrement chez des populations déjà vulnérables (Benevolenza et DeRigne, 2019). Au Canada, par exemple, les droits humains et culturels d’une partie de la population innue seraient menacés par la dégradation du territoire, comme l’érosion des berges (Amnistie internationale, 2022). Le Canada a donc une responsabilité en tant que leader international, mais aussi envers sa propre population, dans la lutte à ces changements climatiques et, tel que prononcé à l’ouverture de la dernière session parlementaire, : « c’est le moment de mener une action climatique audacieuse » (Discours du trône, 2021).

Cet essai se concentre plus précisément sur le rôle des comportements alimentaires de la population dans cette lutte, alors que « plus d’un tiers des émissions de gaz à effet de serre [sont] imputables aux activités humaines sont liées à l’alimentation » (Nations unies, 2022). 20% des émissions de gaz à effet de serre sont liés à l’agriculture, dont la moitié à l’élevage (Shields, 2022), notamment à cause du méthane produit par les ruminants, qui est encore plus polluant que le gaz carbonique. La viande rouge est donc une part importante de ce problème, ce qui explique les recommandations des scientifiques d’en réduire d’environ 75% la consommation, un nombre qui s’élève à 85% pour les Canadiens (Shields, 2019).



Source : Nations unies (2022)

Or, l’alimentation des citoyens est un sujet délicat qui peut amener des réticences à intervenir chez les décideurs publics. L’introduction de politiques publiques informatives

et comportementales, donc visant à influencer le comportement des citoyens sans contraintes directes comme la taxation, fait partie des recommandations du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) dans le thème des systèmes d'alimentation (GIEC, 2022 p. 88). La proposition présentée dans cet essai est donc l'implémentation d'étiquettes informatives sur les impacts environnementaux des aliments par le biais de pratiques de gouvernance expérimentale. L'objectif de cet essai est d'à la fois proposer une mesure concrète et efficace dans la lutte aux changements climatiques, en première partie, et d'argumenter en faveur d'une plus grande utilisation de la méthode expérimentale chez les fonctionnaires fédéraux en deuxième partie.

### **Proposition : des étiquettes informatives en alimentation**

Santé Canada est une institution fédérale financée par le biais du ministère de la Santé du Canada. Ses objectifs sont d'offrir des services de santé de qualité et de créer des politiques pour réduire les risques à la santé (Gouvernement du Canada, 2022). Parmi ses fonctions, Santé Canada propose des stratégies en saine alimentation, qui inclut d'assurer une meilleure information des citoyens sur la nutrition. Si une nouvelle politique publique, qui sera en vigueur en 2026, obligera déjà l'industrie alimentaire à insérer des étiquettes de haute teneur en sodium, sucres ou gras gras sur le devant de l'emballage des aliments, il serait certainement pertinent de profiter de cette fenêtre d'opportunité pour créer une initiative similaire en fonction des impacts environnementaux des aliments. En effet, les coûts d'implémenter une telle politique publique seraient grandement diminués si la mise en place était prévue alors que les producteurs doivent déjà modifier leurs emballages.

Quels seraient les bénéfices concrets des étiquettes informatives sur les impacts environnementaux des aliments? D'abord, les effets sur le comportement des consommateurs ont déjà été démontrés dans des initiatives similaires en Europe, principalement, où les consommateurs ont montré des préférences significatives pour les produits étiquetés comme plus écoresponsables (Bunge et al., 2021). Selon le GIEC, une telle initiative permet d'abord de garantir une meilleure acceptabilité sociale étant donné que la décision de favoriser des aliments moins polluants restent dans les mains des consommateurs (2022 p. 88). Les citoyens sont conscientisés aux impacts environnementaux de leur alimentation tout en étant responsabilisés dans le processus,

plutôt que contraints par des politiques comme la taxation, qui pourraient causer un contrecoup ou *backlash* (Patashnik, 2019). Enfin, la mesure proposée permet de répondre à plusieurs objectifs en même temps sans en augmenter les coûts. Par exemple, des étiquettes sur le coût environnemental peuvent aussi informer et influencer les consommateurs à préférer des producteurs qui pratiquent le commerce équitable ou promeuvent le bien-être des animaux (GIEC, 2022).

Leach et al. (2016) proposent différents modèles pour l'incorporation d'empreintes en eau, carbone et nitrogène sur les étiquettes des aliments, sans tester directement les résultats de ceux-ci sur les comportements des citoyens. Ils argumentent tout de même qu'en plus de conscientiser les consommateurs, l'intégration d'étiquettes informatives avantagerait économiquement les producteurs qui fournissent des efforts pour améliorer la durabilité de leurs produits. L'importance dans la création de ces étiquettes réside dans leur standardisation pour être facilement reconnaissables et compréhensibles (Bunge et al., 2021). Bref, ce type d'initiative est pleine expansion dans la communauté scientifique, et le Canada a l'opportunité d'être audacieux et de participer à la démonstration des bénéfices réels. La pertinence pour la fonction publique fédérale de s'y intéresser est que le contexte climatique actuel nécessite évidemment des innovations, et les agences ou organisations étatiques, comme Santé Canada, ont à la fois les ressources financières et les capacités institutionnelles qui sont déterminantes dans la mise en œuvre et le succès de solutions innovantes (Sabat, 2004).

### **La méthode expérimentale en administration publique**

La nécessité d'innover dans les politiques publiques pour lutter contre les changements climatiques a popularisé la méthode expérimentale (McFadgen, 2019), aussi appelée gouvernance expérimentale dans le champ de l'administration publique. Le gouvernement fédéral a créé, en 2019, une initiative nommée *Expérimentation à l'œuvre* (EAO) et incitant « les fonctionnaires à intégrer l'expérimentation à leurs pratiques et à développer leurs compétences à cet égard » (Gouvernement du Canada, 2019). Dans le cadre de cette initiative, des expérimentations sur les différences d'impacts entre des types de messages ou de conceptions visuelles ont déjà été effectuées avec succès. Par exemple, dans les communications aux citoyens sur l'efficacité énergétique, les messages axés sur les coûts

ont davantage attiré l'attention que les messages neutres ou centrés sur le confort. Les responsables du programme ÉnerGuide ont également testé la compréhension de différentes étiquettes informatives et une cote d'efficacité énergétique.

L'utilisation de l'expérimentation comme méthode de recherche en administration publique est en pleine expansion, particulièrement par le biais d'expériences de sondage et d'expériences de terrain encadrées (Bouwman et Grimmelikhuisen, 2016). La mobilisation de cette méthode par les administrateurs publics dans l'élaboration de programmes ou de politiques suit aussi cette tendance. Sabel et Zeitlin (2010) conceptualisent la gouvernance expérimentale et la décrivent comme particulièrement pertinente lorsqu'il y a une incertitude stratégique par rapport aux objectifs à atteindre et lorsque la distribution du pouvoir est telle qu'aucun acteur ne peut implémenter sa solution préférée. Répondre à une incertitude est donc une force de l'expérimentation, surtout une incertitude scientifique quant aux moyens de régler un problème public, comme celui des changements climatiques (McFadgen, 2019).

La démarche expérimentale permet donc à la fois de tester des politiques innovantes tout en produisant des données, qui peuvent ensuite servir à améliorer ces politiques ou à fournir de preuves de leur efficacité (McFadgen, 2019). Encore une fois, l'acceptabilité sociale auprès des citoyens est grandement facilitée. La notion d'apprentissage est centrale à cette pratique : avec l'étude d'un cas d'élaboration d'une politique culturelle, Mattocks (2021) confirme que la gouvernance expérimentale a mené à des apprentissages importants, particulièrement au niveau cognitif, mais aussi aux niveaux relationnel et normatif (voir Huitema et al., 2010). Dans le cas des étiquettes informatives proposé dans cet essai, la méthode expérimentale permettrait aux fonctionnaires fédéraux de tester différentes conceptions visuelles ou différentes informations avant d'implémenter celle qui mène aux résultats les plus importants. Un apprentissage cognitif important pourrait en résulter sur les manières de persuader les citoyens à adopter par eux-mêmes de meilleurs comportements de consommation. Le développement des compétences des fonctionnaires fédéraux en expérimentation par la pratique, ce qui est un objectif de la fonction publique canadienne, est aussi un avantage notable (Gouvernement du Canada, 2019).

## **Conclusion**

Le contexte d'urgence climatique nécessite sans aucun doute une approche audacieuse et rapide de la part des acteurs étatiques. Dans le cas des comportements en alimentation, la population canadienne doit apporter des changements à sa consommation quotidienne pour réduire entre autres les émissions de gaz à effet de serre qui y sont liés. Or, les changements dans les comportements alimentaires ne seront pas suffisants si des incitatifs ne sont pas mis en place par le gouvernement. Cet essai argumente en faveur de l'adoption plus fréquente de la méthode expérimentale dans les pratiques des fonctionnaires fédéraux, particulièrement lorsque l'objectif est de modifier, sans contraindre, certains comportements des citoyens. Des problèmes complexes comme celui des changements climatiques sont marqués d'une grande incertitude scientifique. La gouvernance expérimentale permet de tester des solutions innovantes tout en produisant des données qui informeront les démarches futures de la fonction publique dans la résolution des problèmes. Dans tous les cas, les coûts d'une inertie dans le contexte climatique actuel dépassent de loin les risques d'expérimenter.

## Bibliographie

- Amnistie internationale. (2022). Canada. Rapport : urgence climatique en territoire innu. L'innu-aitun en péril. *Amnistie internationale Canada francophone*. <https://amnistie.ca/sinformer/2022/canada/canada-rapport-urgence-climatique-en-territoire-innu-linnu-aitun-en-peril> (repéré le 12 décembre 2022).
- Benevolenza, M. A., & DeRigne, L. (2019). The impact of climate change and natural disasters on vulnerable populations: A systematic review of literature. *Journal of Human Behavior in the Social Environment*, 29(2), 266-281.
- Bouwman, R., & Grimmelikhuijsen, S. (2016). Experimental public administration from 1992 to 2014: A systematic literature review and ways forward. *International Journal of Public Sector Management*.
- Bunge, A. C., Wickramasinghe, K., Renzella, J., Clark, M., Rayner, M., Rippin, H., ... & Breda, J. (2021). Sustainable food profiling models to inform the development of food labels that account for nutrition and the environment: a systematic review. *The Lancet Planetary Health*, 5(11), e818-e826.
- Discours du Trône. (2021). Bâtir une économie résiliente : un avenir plus propre et plus sain pour nos enfants. *Gouvernement du Canada*. <https://www.canada.ca/fr/conseil-privé/campagnes/discours-trone/2021/batir-economie-resiliente.html#action-climatique> (repéré le 12 décembre 2022).
- Gouvernement du Canada. (2019). L'expérimentation à l'œuvre. *Canada*. <https://www.canada.ca/fr/gouvernement/fonctionpublique/modernisation/experimentation-oeuvre.html> (repéré le 12 décembre 2022).
- Gouvernement du Canada. (2022). Santé Canada. *Canada*. <https://www.canada.ca/fr/sante-canada.html> (repéré le 12 décembre 2022).
- Huitema, D., Cornelisse, C., & Ottow, B. (2010). Is the jury still out? Toward greater insight in policy learning in participatory decision processes—the case of Dutch citizens' juries on water management in the Rhine Basin. *Ecology and society*, 15(1).
- L'expérimentation à l'œuvre. (2019). Notre expérience EAO prend fin, Notre parcours d'expérimentation se poursuit. *Medium*. <https://exp-oeuvre.medium.com/notre-exp%C3%A9rience-eao-prend-fin-notre-parcours-dexp%C3%A9rimentation-se-poursuit-20b482a7769a> (repéré le 12 décembre 2022).

- La Presse canadienne. (2022). Ottawa souhaite qu'un avertissement soit imprimé sur chaque cigarette. *Radio-Canada*, 10 juin. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1890129/avertissement-cigarettes-tabagisme-sante-paquets-jeunes> (repéré le 12 décembre 2022).
- Leach, A. M., Emery, K. A., Gephart, J., Davis, K. F., Erisman, J. W., Leip, A. & Galloway, J. N. (2016). Environmental impact food labels combining carbon, nitrogen, and water footprints. *Food Policy*, *61*, 213-223.
- Mattocks, K. (2021). Policy experimentation and policy learning in Canadian cultural policy. *Policy Sciences*, *54*(4), 891-909.
- McFadgen, B. K. (2019). Connecting policy change, experimentation, and entrepreneurs. *Ecology and Society*, *24*(1).
- Nations Unies. (2022). Alimentation et changement climatique : une alimentation plus saine pour une planète en meilleure santé ». *United Nations*. <https://www.un.org/fr/climatechange/science/climate-issues/food> (repéré le 12 décembre 2022).
- Patashnik, E. M. (2019). Limiting policy backlash: Strategies for taming countercoalitions in an era of polarization. *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, *685*(1), 47-63.
- Sabel, C. F., & Zeitlin, J. (Eds.). (2010). *Experimentalist governance in the European Union: Towards a new architecture*. OUP Oxford.
- Sapat, A. (2004). Devolution and innovation: The adoption of state environmental policy innovations by administrative agencies. *Public Administration Review*, *64*(2), 141-151.
- Shields, A. (2018). Manger moins de viande pour lutter contre les changements climatiques? *Le Devoir*, 9 août. <https://www.ledevoir.com/environnement/538760/la-lutte-contre-les-changements-climatiques-passe-par-une-reduction-de-la-consommation-de-viande> (repéré le 12 décembre 2022).
- Shields, A. (2022). Pourquoi les gouvernements n'encouragent pas le changement de régime alimentaire pour lutter contre la crise climatique? *Le Devoir*, 4 mai. <https://www.ledevoir.com/environnement/706932/pourquoi-les-gouvernements-n-encouragent-pas-le-changement-de-regime-alimentaire-pour-lutter-contre-la-crise-climatique> (repéré le 12 décembre 2022).